

Nous ne pouvons pas nous retirer du GATT tout comme nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart de la situation du golfe Persique. Nous ne pouvons pas nous isoler du reste de la planète.

C'est là la responsabilité que nous partageons : accepter le fait que l'appartenance au monde n'est pas une option, qu'elle s'accompagne d'exigences et qu'elle appelle le respect des obligations contractées. Sur un autre plan, nous avons aussi la responsabilité de reconnaître ce que la politique étrangère est devenue et de l'utiliser avec imagination afin d'en tirer tous les avantages possibles.

J'estime que la Guerre froide a déformé notre vision du monde. Nous en sommes venus à croire que si nous réglions les problèmes de l'Europe, tous les problèmes du monde seraient résolus du même coup, et que la politique étrangère était surtout question d'armées et de déclarations musclées.

En plus de déformer nos perceptions, la Guerre froide les a limitées, nous empêchant de comprendre que la sécurité n'est pas que militaire, qu'elle compte d'autres dimensions comme les problèmes dans les domaines des échanges commerciaux, du développement, de l'environnement, de l'endettement. Elle nous a empêché de voir que ces problèmes sont reliés : le commerce dépend de la stabilité, le développement découle de la démocratie, la paix et la prospérité sont indissociables. Elle nous a aussi poussé à ne pas accorder assez d'importance à ces problèmes. Elle nous a empêché de regarder ailleurs qu'en Europe, vers d'autres régions prometteuses. Nous avons mis certaines régions et certains problèmes dans des sortes de compartiments que nous avons ensuite délaissés. Enfin, nous avons traité d'autres situations de façon complètement isolée. Cette approche était erronée, et nous devons maintenant la corriger.

Pour reprendre un instant l'image des compartiments, nous avons longtemps cru que le commerce et la politique étrangère constituaient deux domaines distincts. Les diplomates, pensait-on, ne rapportent pas d'argent au Canada.

C'était aussi une erreur. Ces jours-ci, les diplomates travaillent sans cesse pour couronner d'un nouvel accord l'Uruguay Round du GATT. Le cycle de négociation de l'Uruguay est le plus important et le plus complexe jamais organisé. Les enjeux sont énormes : des milliers d'emplois et pour 600 milliards de dollars par année d'échanges dans le seul secteur des services, plus 1 billion de dollars en approvisionnements gouvernementaux. Les risques qu'entraînerait un échec sont également de taille : le protectionnisme; des blocs commerciaux exclusifs plutôt que complémentaires; des blocs divisant des régions tout comme ceux qui ont déjà divisé des